

L'intifada d'al-Aqsa, fin de l'intégration des citoyens arabes d'Israël par le politique ?

Laurence Louër

Allocataire de recherche au Centre de recherche français de Jérusalem

Les événements de l'intifada d'al-Aqsa ont profondément affecté la communauté arabe d'Israël : pour la première fois, dit-on, les citoyens arabes sont passés à la violence politique, adoptant les techniques de l'intifada dans les territoires palestiniens. Six jours durant, des *chabab*¹, réfugiés derrière des barrages de poubelles et de pneus enflammés, ont défié la police qui tentait de mettre fin au blocage de quelques-uns des grands axes routiers. Ce « jeu » comme les jeunes se plaisent à le désigner eux-mêmes, qui impliquait également la destruction systématique des symboles du pouvoir israélien – banques, bureaux de poste, stations essence, etc. – s'est soldé par la mort de dix jeunes hommes et des dizaines de blessés. Enfin, alors que le calme était peu à peu revenu dans les rues des villages et des villes arabes, l'épilogue tragique des événements a vu l'affrontement inédit entre citoyens juifs et arabes à Nazareth. Un groupe de Juifs, excédés par un sentiment d'insécurité grandissant, s'en est pris au Quartier Est de la ville. Les émeutes ont alors fait deux nouveaux morts parmi les Arabes, portant le bilan à douze « martyrs » (le 13^{ème} Palestinien tué à Umm al-Fahm était originaire de Gaza).

¹ Littéralement les « jeunes » en arabes.

Alors qu'une commission d'enquête officielle a été mise en place pour évaluer les responsabilités respectives des protagonistes, la polémique dure toujours. La population arabe, frappée par une crise économique due à la désaffection de sa clientèle juive, rend Ehoud Barak responsable au premier chef de la mort de ses martyrs. Alors que 95 % des électeurs arabes avaient voté pour le Premier ministre démissionnaire en 1999, surmontant alors la méfiance que pouvait leur inspirer ce héros de *Tsahal*, pour soutenir le camp de la paix, toutes les prévisions tendent aujourd'hui à accréditer l'hypothèse que l'électorat arabe boycottera les élections 2001. Divers groupes extra-parlementaires, mais surtout les partis arabes représentés à la Knesset, ont officiellement appelé au boycott des élections, se réservant toutefois le droit de changer d'opinion si Ehoud Barak parvenait à un accord de paix satisfaisant avec les Palestiniens d'ici là.

Très critiqués par les leaders d'opinion israéliens pour leur nationalisme extrémiste, les partis arabes constituent néanmoins un leadership institutionnalisé qui se trouve aujourd'hui dans une position délicate : un moment tenté par une reconduction de l'alliance avec la gauche non-travailleuse incarnée par le Meretz ou avec un Parti travailliste emmené par Shimon Pérès au lieu d'Ehoud Barak, ils s'en sont finalement tenus, pour ne pas se couper de leur électorat, à une position de rupture. L'avenir de ce leadership institutionnalisé, et à terme de l'intégration des citoyens arabes par la participation politique, constitue l'un des enjeux des élections à venir.

La naissance du leadership arabe : de la marginalisation à l'influence

La marginalisation des citoyens arabes s'est longtemps traduite, au niveau politique, par une quasi-absence d'organes représentatifs susceptibles de défendre efficacement leurs intérêts. L'électorat arabe ne se différenciait alors pas du reste de la

population israélienne et votait massivement pour les partis qui avaient formulé le projet de l'Etat des Juifs et contribué à son avènement, en particulier le Parti Travailleiste, hégémonique jusqu'en 1977, et le *Mafdal* (le Parti National Religieux), longtemps pilier des diverses coalitions gouvernementales. Dans ce paysage marqué par une apparente intégration de la population arabe au système politique officiel, la branche arabe du Parti Communiste Israélien faisait, seule, office de parti nationaliste pour les citoyens arabes, et ne parvenait d'ailleurs tout au plus qu'à faire jeu égal avec les partis juifs². En réalité, les citoyens arabes disposaient de deux choix : pratiquer la stratégie du « ticket gratuit »³ et maximiser leur intérêt individuel en monnayant leur vote dans le cadre du clientélisme et de la cooptation, soit adopter une position de refus mais se condamner alors à la marginalisation totale, le Parti Communiste, sous ses différents avatars, n'ayant jamais participé à une coalition gouvernementale.

Ce n'est qu'à partir de 1984 que l'offre politique arabe commence à se diversifier. Mohammed Mi'ari, nassérien notoire situé à l'extrême du spectre politique qui traverse alors la communauté arabe, obtient l'autorisation de présenter une liste pour l'élection de la onzième Knesset. Après l'échec de multiples tentatives de constitution d'un parti arabe alternatif au Parti Communiste, et quatre ans à peine après l'interdiction, en 1980, d'un congrès des organisations nationalistes arabes se proposant de reconnaître l'OLP comme unique représentant du peuple palestinien, la commission électorale israélienne agréée alors un parti se réclamant de l'OLP et disposant, pour sa campagne, de l'aide de l'organe du *Fath*, le quotidien de Jérusalem-est *al-Fajr*. Par la suite, le gouvernement élu en 1984 fera

² Le tableau du vote arabe est éloquent : de 1949 – date de l'élection de la première *Knesset* – à 1992, le vote pour les partis juifs y oscille entre presque 90 % en 1959 et 50 % en 1992. Le meilleur score du Parti Communiste reste 1977 où il obtint 50 % du vote arabe.

³ En référence à Olson, *Logique de l'action collective*, PUF, Paris, 1978

quelques gestes en faveur des citoyens arabes, obtenant par exemple la tête des responsables du Bureau des Affaires arabes détestés par la population. D'autre part, c'est également à cette époque que des contacts se nouent entre des personnalités arabes et des responsables de l'OLP : Ahmad al-Tibi et Abdelwahab Daraouché rencontrent Yasser Arafat à Tunis, respectivement en 1984 et 1985. Enfin, aux élections de 1988, alors que l'*Intifada* vient de commencer dans les Territoires occupés, un troisième parti arabe vient encore diversifier l'offre politique nationaliste, le Parti Démocratique Arabe, qui se présente ostensiblement comme une organisation de soutien à l'*Intifada* et au combat du peuple palestinien.

On le voit, dans un laps de temps somme toute relativement court, et qui plus est à une période qui est loin de se caractériser par une détente des relations israélo-palestiniennes (guerre du Liban et retraite de l'OLP à Tunis en 1982, déclenchement de l'intifada en décembre 1987, suscitant de nombreuses manifestations de soutien dans les zones arabes d'Israël), Israël rompt avec sa politique d'entrave systématique à la constitution de nouvelles organisations politiques arabes pour laisser entrer dans la compétition électorale des partis qui se réclament plus ou moins ouvertement de l'OLP et s'identifient au peuple palestinien.

Les raisons d'un tel revirement résident essentiellement dans la configuration inédite qu'adopte la scène politique israélienne à cette époque : en 1984 et 1988, le *Likoud* et le Parti travailliste, séparés par quelques voix à peine, s'entendent sur la formation d'un gouvernement d'union nationale où Shimon Pérès et Itzhak Shamir alterneront chacun

deux ans au poste de Premier ministre⁴. Ce contexte politique particulièrement tendu⁵ voit la montée en puissance de nouvelles forces politiques, tirées de leur situation périphérique par les travaillistes et les *likudniks* pour tenter de mettre fin à une situation qui tient plus du blocage politique que de l'équilibre des forces. Les nouveaux partis arabes qui font alors leur apparition sur la scène politique en tant que force d'appoint des travaillistes et du « camp de la paix », côtoient alors ces autres nouveaux venus de la politique que sont les partis religieux ultra-orthodoxes, en particulier le nouveau parti sépharade Shass, appelés à la rescousse d'abord par la droite, puis indifféremment par l'un ou l'autre des deux camps. La bipolarisation de la scène politique a donc conduit les acteurs centraux à faire appel à des forces politiques situées en dehors du consensus sioniste qui était jusqu'alors à la base du système politique, permettant l'émergence de ce qu'Ilan Greilsammer a appelé les « groupes politiques marginaux »⁶.

Les travaillistes ont été les principaux artisans et bénéficiaires, en termes électoraux, de la promotion politique des citoyens arabes et de leurs représentants. Ils ont recueilli les premiers fruits de leur nouvelle stratégie en 1992 et 1996, où les gouvernements d'Itzhak Rabin puis de Shimon Pérès se sont trouvés confrontés à une situation inédite, leur maintien face aux attaques de la droite, dépendant du soutien, direct ou indirect, des députés arabes. Par la suite, la réforme de la loi électorale permettant l'élection directe du Premier ministre au suffrage universel, pour la première fois appliquée

⁴ Pour une analyse sur la période des gouvernements d'union nationale, voir l'ouvrage de Daniel J. Elazar et Shmuel Sandler (eds), *Israel's Odd Couple. The 1984 Knesset Elections and the National Unity Government*, Wayne State University Press, Detroit, 1990.

⁵ Ian Lustick parle même d'un « changement de régime » à cette époque. Cf. « The Political Legacy of de facto Annexation : Rabin, the Territories, and the Regime Crisis in Israel », in Efraim Karsh and Gregory Mahler (eds), *Israel at a Crossroads. The Challenge for Peace*, British Academic Press, London and New York, 1994.

⁶ Ilan Greilsammer, « Les groupes politiques marginaux en Israël : caractères et fonctions », *Revue Française de Science Politique*, vol. 31, n° 5-6, octobre-décembre 1981.

en 1996, a donné un nouveau tour à cette alliance de fait entre les travaillistes et l'électorat arabe. En permettant à chacun de voter deux fois, soit une fois pour ses représentants chargés de la défense des intérêts de sa communauté au sein du gouvernement, soit une seconde fois pour arbitrer entre les représentants des deux grands partis, elle a débouché sur un renforcement généralisé du vote communautaire, et ainsi permis aux partis arabes d'emporter 70 % du vote arabe en 1999. Mais, dans le cadre de la nouvelle loi électorale, la cristallisation inédite d'un véritable vote communautaire arabe, impliquant une chute nette des partis juifs dans l'électorat arabe⁷, a néanmoins permis aux travaillistes de se constituer un stock de voix arabes pour la présidence du gouvernement – Shimon Pérès et Ehud Barak ont recueilli chacun environ 95 % du vote arabe en 1996 et 1999 – peu susceptible de passer dans l'autre camp d'une élection sur l'autre, au contraire d'autres votes communautaires, comme le vote russe par exemple, qui n'a pas de tendance électorale prédéfinie.

L'intifada d'al-Aqsa, un tournant ?

La gauche non-travailliste étant restée trop longtemps murée dans un silence consternant, et Ehoud Barak ayant perdu son image de faiseur de paix, on comprend bien que le leadership arabe ait souhaité trouver une alternative au partenariat avec les travaillistes. L'intellectuel islamiste Mohannad Moustapha, animateur du Centre d'études islamiques d'Umm al-Fahm lié au Mouvement islamique, a clairement résumé l'enjeu des événements tel que l'a appréhendé la majorité du leadership. Insistant sur la nécessité de saisir l'occasion historique de rompre le partenariat de fait entre la communauté arabe et le

⁷ Le Parti Travailliste, longtemps principal pourvoyeur du vote arabe, est ainsi passé de 16,7 % du vote arabe en 1996 à 7,7 % en 1999.

camp de la paix, il refuse la légitimation offerte par une partie de la gauche qui, après s'en être tenue à un silence consterné, a renoué avec l'idée que la violence de l'intifada des citoyens arabes prenait sa source dans les discriminations dont ils sont victimes et non dans un nationalisme poussé à l'extrême : « la gauche israélienne essaye de dire quelque chose de très dangereux : "s'il y avait l'égalité, pourquoi la minorité arabe d'Israël aurait-elle fait l'intifada ?" [...] On tente aujourd'hui d'effacer les dimensions religieuses et patriotiques de l'intifada d'al-Aqsa et de la transformer en question essentiellement civile. Encore une fois, la majorité oppresseuse et ses institutions travaillent à justifier le comportement de la minorité en invoquant la difficulté des circonstances. Or, cela est encore pire que lesdites circonstances difficiles dont ils parlent »⁸.

Cependant, au-delà des appels fracassants à la nécessité de saisir l'occasion de la mobilisation populaire inédite en rompant avec les compromissions du passé, aucune proposition précise pour lui substituer une véritable stratégie de pouvoir n'a finalement vu le jour. La branche du Mouvement islamique qui refuse la participation aux élections nationales⁹ persiste dans sa stratégie d'islamisation par le bas et d'autonomisation par rapport aux institutions israéliennes, tandis que le milieu associatif multiplie les efforts pour faire connaître la situation des citoyens arabes auprès du réseau des grandes ONGs internationales. Aucune de ces stratégies cependant ne parvient à penser le rapport proprement politique à l'Etat : comment les Arabes peuvent-ils peser sur les décisions politiques et influencer de l'intérieur les orientations générales de l'Etat israélien vis-à-vis du conflit israélo-arabe ?

⁸ *Sawt al-Haqq wa al-Huriyya* du 20/10/2000. Mohannad Moustapha : « L'intifada d'al-Aqsa ... et la leçon qu'il faut en tirer ».

⁹ L'autre branche du Mouvement islamique a deux députés à la Knesset.

Une fois la date des élections avancée la force intégrative du système politique israélien s'est à nouveau manifestée. Incapables de s'entendre sur un candidat arabe à la présidence du gouvernement, les partis arabes se sont finalement tournés une fois de plus vers la gauche. Le Front démocratique pour la paix et l'égalité (*Hadash*) a d'emblée annoncé son intention de soutenir un candidat de la paix alternatif à Ehoud Barak, proposant à la gauche non-travailliste la formation d'une troisième voie. Plus encore, le Rassemblement patriotique démocratique (*Balad*), qui a toujours basé son identité politique sur son homogénéité ethnique par opposition à son rival direct, à l'idéologie nationaliste tout aussi marquée mais formellement judéo-arabe¹⁰, a quant à lui annoncé son intention de se transformer en parti judéo-arabe, ouvrant ses rangs à tous les faiseurs de paix. Ce n'est qu'après la candidature avortée de Shimon Pérès que les partis arabes se sont finalement décidés à appeler au boycott, le débat tournant alors à la question de ses modalités : faut-il opter pour un boycott pur et simple ou pour le bulletin blanc ?

Le leadership arabe institutionnalisé n'est donc pas parvenu à penser une stratégie politique alternative au partenariat avec la gauche. Le boycott équivaut à renoncer à peser, même de manière minime, sur les décisions politiques israéliennes, et retourner à la marginalisation totale. Il faut souligner les dangers de la logique inhérente à cette démarche. Car, outre qu'il n'a, finalement, jamais fait faux bond au camp de la paix, ce leadership politique dont on a unanimement critiqué l'extrémisme reste l'une des seules institutions de médiatisation d'une protestation populaire grandissante. Dans un schéma proche de celui dégagé par Georges Lavau¹¹ pour le Parti communiste français, la protestation d'une population arabe, dont peu d'Israéliens juifs ou arabes nient la situation

¹⁰ Ceci car l'organisation centrale du front est le Parti communiste.

¹¹ Georges Lavau, *A quoi sert le Parti communiste français ?*, Paris, Fayard, 1981.

précaire et les motifs de mécontentement, s'est aujourd'hui routinisée. Le leadership nationaliste, institutionnalisé par sa présence à la Knesset, est en réalité cantonné dans une fonction tribunitienne d'entretien plus que de remise en cause de l'ordre existant : il donne à la protestation une forme ordonnée et un débouché légal, garantissant finalement le fonctionnement sans explosion du système. Son affaiblissement pourrait laisser le champ libre à un leadership véritablement radical dont l'émergence pourrait être favorisée par les événements de l'intifada d'al-Aqsa. Ce genre de mobilisation est en effet souvent l'occasion de voir apparaître un leadership radical critiquant la collusion de l'opposition institutionnalisée avec le pouvoir oppresseur et préconisant la rupture totale. Cependant, l'hypothèse d'un Mouvement islamique subissant une transformation qualitative à l'instar des Frères musulmans palestiniens, passés, en prenant le nom de *Hamas*, d'une stratégie quiétiste d'islamisation par le bas à une stratégie radicale, si elle n'est pas à exclure totalement, apparaît peu probable. En effet, s'il est vrai qu'une partie du Mouvement islamique refuse la participation aux élections nationales au motif qu'elle équivaut à une instrumentalisation ne débouchant sur aucun effet réellement bénéfique, la stratégie qu'il préconise s'apparente plus au repli communautaire qu'à l'action violente. Ainsi, outre les actions d'islamisation des mœurs, le mouvement, qui dirige plusieurs conseils locaux, incite la population à se prendre elle-même en charge sans attendre les hypothétiques fonds gouvernementaux. Sa logique repose ainsi sur l'autonomie de la communauté musulmane : la population est ainsi invitée à financer elle-même certaines infrastructures, en particulier à goudronner elle-même ses routes.

L'affaiblissement du leadership institutionnalisé serait d'autant plus dangereux qu'il n'a qu'un pouvoir de rétribution limité vis-à-vis de ses électeurs. En effet, au contraire d'autres élites communautaires présentes au parlement qui entretiennent leur

électorat en lui redistribuant une partie des ressources publiques¹², les députés arabes étant toujours exclus des coalitions gouvernementales, n'ont rien à redistribuer. La population arabe est bien consciente de la marge d'action restreinte de ses représentants, dont la fonction se résume de moins en moins à la médiation des griefs et de plus en plus à la pure représentation théâtrale de l'identité palestinienne. Elle pourrait se lasser des joutes oratoires parlementaires de ses représentants, l'intifada d'al-Aqsa n'ayant fait qu'accentuer l'impression que le leadership institutionnalisé est victime d'un jeu de dupe où son soutien au camp de la paix n'a pas de véritables conséquences quant à l'amélioration des conditions matérielles générales de la population arabe. La persistance de ce sentiment croissant d'instrumentalisation à sens unique du vote arabe ne pourrait que déboucher sur la décrédibilisation de ces institutions de médiation essentielles que sont les partis arabes.

¹² En particulier le parti ultra-orthodoxe sépharade *Shass*, dont les services sociaux alternatifs sont en fait financés par les fonds publics du ministère de l'Intérieur, de l'Éducation ou encore des Religions. A ce sujet voir le livre d'Ilan Greilsammer, *Les hommes en noir. Essai sur les partis ultra-orthodoxes*, Paris, FNSP, 1991.